la cause du peuple

N°30 janvier-février 2018

Le journal des luttes du peuple



Notre Camarade Pierre est immortel !

l'éditorial

2017 s'est terminé tragiquement pour l'équipe de la Cause du Peuple. Un Camarade historique est décédé d'un accident, d'une chute fatale dans les escaliers du métro parisien. Ce Camarade, c'était Pierre. Et c'est en grande partie grâce à lui que vous lisez ces lignes puisque c'est l'artisan principal de la nouvelle édition de la Cause du Peuple, réapparue en 2010 pendant le mouvement contre la réforme des retraites.

Le Camarade Pierre avait 80 ans et débordait d'énergie, parfois plus que des Camarades bien plus jeunes ! Il avait à cœur de transmettre l'héritage révolutionnaire de la classe ouvrière et des luttes populaires non seulement de France mais de tous les pays du monde et particulièrement des pays opprimés par l'impérialisme français.

Inlassablement il a lutté du côté des exploités et opprimés, jusqu'à son dernier souffle. Il a marqué plusieurs générations par son engagement infaillible et sa détermination. Aujourd'hui nous pouvons affirmer avec fierté que nous continuons son combat car il nous a appris à relever la tête et reprendre nos affaires en main.

Nous lui rendons hommage dans ces colonnes et publions l'édito qu'il avait préparé pour ce numéro de la Cause du Peuple, ainsi que quelques articles.

Une étoile rouge ne meurt jamais !

Le Camarade Pierre est immortel ! ★

Année après année, l'État capitaliste qu'il soit gouverné par la droite ou la gauche, a rogné toutes les conquêtes sociales de 1936, d'après la guerre 39-45 et de 1968, dont nous célébrerons les 50 ans cette année.

Depuis les années 70, le processus de modernisation de la production a conduit à un chômage massif qui atteint près de 7 millions de travailleurs et travailleuses. Les retraites diminuent, la CSG ampute le pouvoir d'achat des retraités, dont une partie se trouve dans une misère noire, parfois doit même reprendre un travail pour survivre ou vivre décemment.

Le droit du travail est démantelé : modification de la représentativité syndicale, mise en place de la représentation unique (Délégué du personnel, CHSCT, ...), charge de travail supplémentaire pour le ou les élus tout en diminuant le temps pour l'exercer (heures de délégation), les accords d'entreprise peuvent infirmer la convention collective, réduction des indemnités de licenciements et du temps d'indemnité, diminution des charges patronales pesant sur l'assiette de l'impôt, etc. L'ubérisation de la société et l'autoentrepreneuriat suppriment le droit au chômage, contraignent à ces travailleurs et travailleuses principalement dans le secteur tertiaire à avoir toutes les charges et inconvénients de l'entrepreneur, tout en subissant le bon vouloir de qui fournit le travail et place celui et celle qui travaille dans le même état de subordination qu'un ou une salariée.

D'un autre côté, l'État participe à toutes les opérations militaires pour maintenir son emprise sur les pays opprimés afin de préserver les profits et en obtenir de nouveaux. Afin de poursuivre le pillage, l'État monopoliste (qui soutient les monopoles) entre en concurrence avec les autres États impérialistes semant la mort et la misère. Dans le jeu d'alliances temporaires et de concurrence absolue avec les autres États impérialistes, les impérialistes suscitent la lutte des seigneurs de la guerre avec qui ils s'allient, jusqu'aux plus réactionnaires et barbares. Ils se présentent comme défenseurs de la liberté, mais font des affaires après avoir démoli les infrastructures des pays où ils ont mené la guerre, sur le dos de centaines de milliers de morts.



La nature a horreur du vide. La restauration capitaliste en URSS et en Chine, a créé le chaos idéologique et politique dans lequel s'épanouissent les idéologies rétrogrades, racistes et fascistes. Les illusions véhiculées par les partis réformistes quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils se dissimulent, paralysent les initiatives, les révoltes pour un changement véritable qui ne peut être que le renversement de la classe dominante et la prise en main de l'économie par les travailleurs et travailleuses, c'est à dire l'immense majorité qui subit le système.

Toutes les mesures que l'État prend contre la classe ouvrière et les masses populaires apportent de l'eau au moulin des partis extrémistes. Les réformismes sont un frein à la prise de conscience, à l'organisation du monde du travail contre le fascisme qui se présente comme défenseur des intérêts des travailleurs et travailleuses, font porter la responsabilité de la crise sur l'immigration et non sur les monopoles responsables de la crise. La classe dominante n'a pas encore choisi la dictature brutale, c'est pourquoi les fascistes d'aujourd'hui tentent de réaliser

sommaire

Lutte de classe

★ A notre Camarade *(p.3)*

★ Des exploiteurs de génie *(p.5)*

★ La question du logement *(p.5)*

★ Attaques sur le code du Travail *(p.7)*

★ Les GOAF *(p.9)*

Résistances

★ L'antifascisme aux USA (*p.12)*

★ Prisonniers politiques *(p.13)*

★ Vérité et Justice pour Yacine *(p.14)*

International

★ Sur la prise de Raqqa *(p.15)*

★ Philippines *(p.16)*

Histoire

★ Pierre Overney *(p.17)*

★ Thomas Sankara (*p.18)*

Culture

★ Le jeune Karl Marx *p.16)*

★ Newton *p.16)*

des alliances avec d'autres forces politiques de droite voire de gauche dans certain cas.

Le journal la Cause du peuple veut aider à ce que se développe l'idée de « SERVIR LE PEUPLE », l'idée qu'il n'y a pas de fatalité, que nous sommes la majorité, qu'il ne suffit pas de parler de coordination de nos luttes, mais d'engager la lutte résolue contre nos exploiteurs et oppresseurs en nous organisant sur nos lieux de travail, pour les salaires, contre la casse des entreprises, les licenciements, dans les quartiers, contre les expulsions, la hausse des loyers, contre les répressions policières, contre le fascisme, le racisme et pour la libération des femmes de toutes les oppressions et exploitations qu'elles subissent.

La « Cause du Peuple » est le journal pour l'Unité Populaire nécessaire pour vaincre le capitalisme.

A notre Camarade Pierre

Camarade,

Il est si difficile de quantifier ce que tu nous laisse en héritage, tellement tu nous a apporté directement, nous tes plus proches Camarades, mais également à toutes celles et ceux que tu as rencontré dans les luttes, les grèves, les occupations, les meetings, les manifs, les sit-ins, les émeutes, les conférences, les rassemblements, les hommages, les salons du livre, les débats, les discussions, les rencontres internationales, les formations, les réunions ou tout simplement dans ta vie quotidienne.

Toutes celles et ceux que tu as touché indirectement par tes nombreux écrits et articles.

Toutes celles et ceux qui ne te connaissent pas mais dont tu as relayé et popularisé la lutte, que ce soient les adivasis en Inde, les femmes révolutionnaires prisonnières au Pérou, les ouvriers et ouvrières d'usines en lutte aux 4 coins de la planète, les jeunes révoltés des banlieues, les peuples en lutte de la Palestine au Kurdistan, les paysans assassinés du Brésil, les masses révoltées de la Tunisie aux Philippines, les Afro-Américains tués par la police aux Etats-Unis, les masses populaires des dernières colonies de l'impérialisme français de la Réunion à la Guadeloupe,...

Tout cela nous le savons parce que nous te connaissons et t'avons cotoyé. Mais aussi parce qu'en retour, nous avons reçu des dizaines et des dizaines de messages des 4 coins de France mais aussi des 4 coins du globe, de l'Afghanistan au Paraguay en passant par le Canada et le Népal.

Camarade,

tu as dédié ta vie à la révolution prolétarienne mondiale et rien que pour cela, ton nom est gravé dans l'Histoire de notre classe, comme un héros que nous n'oublieront jamais, qui n'a jamais flanché et qui a traversé les liquidations, les revers, les défaites, les détours, les vents contraires, sans jamais te défaire de ton optimisme révolutionnaire caractéristique.

Ce que tu as transmis à la nouvelle génération Camarade n'a pas de prix. Tu as transmis la volonté de vivre notre vie de prolétaires avec fierté et dignité. Fierté d'appartenir à la classe révolutionnaire qui porte le projet de l'émancipation du genre humain ; dignité de poursuivre la dure et âpre lutte de nos anciens et anciennes la tête dressée et non l'échine courbée.



Dans ce sens Camarade, tu as transformé nos vies et nous a permis d'éviter l'écueil d'une vie dissolue, à la recherche de paradis artificiels ou de la satisfaction égoïste de notre confort personnel.

Camarade,

tu étais loin de ne pas avoir de défauts, mais ce qui les comblaient plus que tout, c'est qu'à ton âge -80 ans- tu nous démontrait qu'on pouvait toujours s'améliorer, se remettre en question et se rectifier. C'est une autre de tes leçons inestimables car sans se transformer soi-même au travers de la lutte de classe, comment peut on espérer transformer le monde ? Sans prendre de recul critique et autocritique, comment peut on éviter les écueils évitables du mouvement révolutionnaire ? Sans tout cela, comment même seulement espérer une révolution ?

Camarade,

ton énergie inépuisable, du soir au matin, sur une aussi longue durée de temps au service du peuple n'a aucun égal connu de nous -dans notre pays tout du moins. Tu as démontré pendant des années aux «petits jeunes» ce qu'était avoir des jambes de révolutionnaire, ce qu'était de défendre, appliquer et développer ses idées contre vents et marées. Jusqu'au bout nous t'avons vu dans les gaz lacrymogènes, dans les révoltes contre les violences policières, aux côtés des ouvriers et ouvrières en grève, devant les prisons impérialistes dans lesquelles nos Camarades croupissent.

Camarade,

tu nous a montré ce qu'était un dirigeant communiste, toujours parmi les masses comme un poisson dans l'eau, à la fois dans l'écoute pour toujours mieux comprendre les situations concrètes et dans l'éducation politique pour toujours élever le niveau de conscience de classe ; à la fois dans la souplesse pour rassembler le plus grand nombre et la fermeté pour tracer la ligne de démarcation avec les ennemis du peuple.

Camarade,

il n'y a pas de plus bel hommage que de continuer ton combat. Tu as planté les graines, nous les ferons germer.

Camarade Pierre, tu es immortel !

Ta vie de combat dédiée aux exploitéEs et oppriméEs n'aura pas été vaine !

Camarade Pierre : toujours présent !





HOMMAGE AU CAMARADE PIERRE

SAMEDI 20 JANVIER 2018
BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS, SALLE AMBROISE CROIZAT
- À PARTIR DE 11 H -

CÉRÉMONIE D'HOMMAGE, INTERVENTIONS CULTURELLES ET DÉPLACEMENT AU CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE

Chronique au travail
Des exploiteurs de génie...

A Miramas (13), dans la zone industriel de Clesud, GIFI (ADIL) possède une énorme plateforme logistique qui approvisionne une grande quantité de magasins de la chaîne.

L'entrepôt fonctionne en deux tranches horaires, une du matin, et une de l'après midi (une fois sélectionné sur un horaire il est impossible de changer). Le boulot c'est préparer les commandes pour les différents magasins. On est plus d'une centaine à faire ça en même temps. Uniquement des intérimaires.

Les seuls qui sont en contrat avec GIFI ce sont les chefs…

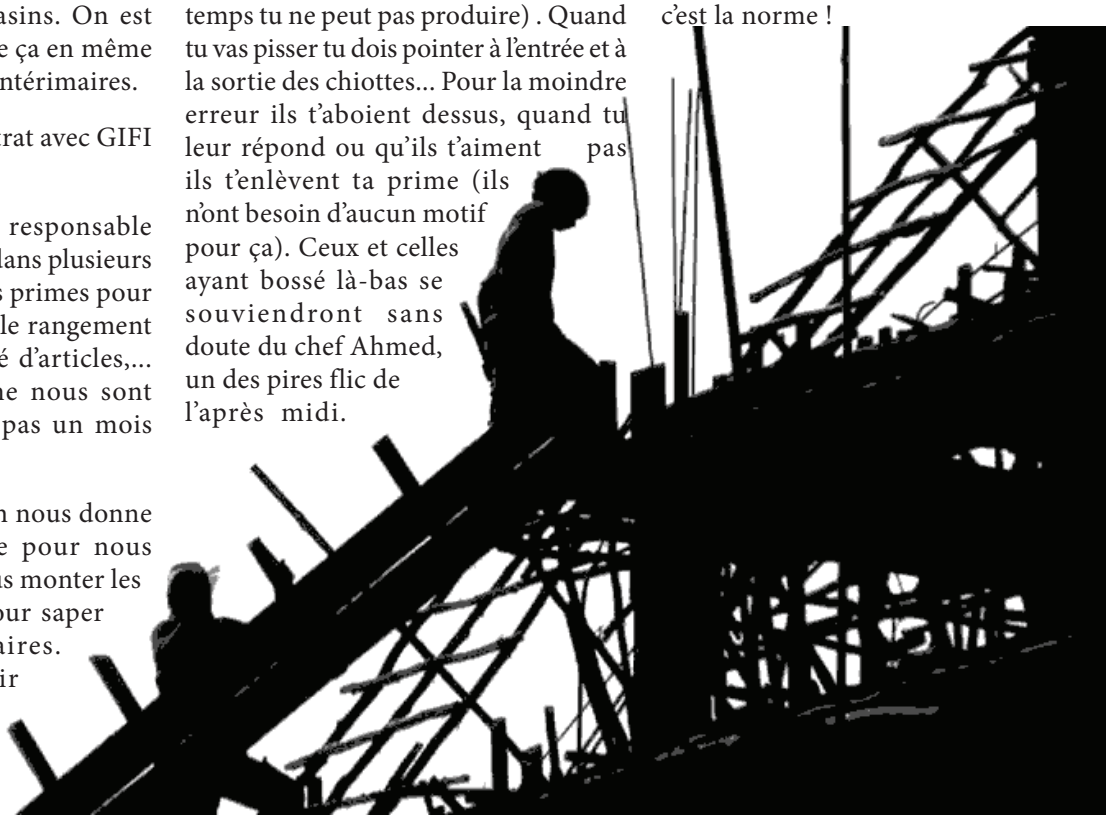
Chaque intérimaire est responsable d'un rayon, -on travaille dans plusieurs rayons à la fois-. Il y a des primes pour la productivité, le poids, le rangement de son rayon, la quantité d'articles,... Mais ces primes elles ne nous sont pas accordées si on n'a pas un mois d'ancienneté.

Cette responsabilité qu'on nous donne c'est en fait une excuse pour nous sucrer notre prime et nous monter les uns contre les autres, pour saper l'unité entre intérimaires. Il est fréquent de voir des engueulades entre intérims à cause du montage des palettes et du rangement.

Les chef-flics en gilet orange (quasiment que des hommes) passent leur temps sur leur chariot (CACES1) à nous épier… Ils ne participent pas à la production. Leur rôle est uniquement répressif. Quand ton scanner ne marche pas (à cause de leur wifi pourri) tu as une chance de te faire engueuler et surtout ils t'enlèvent ta prime (car pendant ce temps tu ne peut pas produire) . Quand tu vas pisser tu dois pointer à l'entrée et à la sortie des chiottes... Pour la moindre erreur ils t'aboient dessus, quand tu leur répond ou qu'ils t'aiment pas ils t'enlèvent ta prime (ils n'ont besoin d'aucun motif pour ça). Ceux et celles ayant bossé là-bas se souviendront sans doute du chef Ahmed, un des pires flic de l'après midi.

Une ordure qui te fait attendre devant la pointeuse 1H sans être payé pour t'apprendre que « quand la cloche sonne, on commence à travailler, on n'entre pas dans l'usine ! ». Les salauds pareils, on doit leur faire payer !

Il faut pas croire que chez GIFI c'est exceptionnel et un cas à part. Quand on travaille en intérim les conditions de travail dégradantes et/ou dangereuses c'est la norme !



Logement
Comprendre les questions relatives au logement

Dans les pays occidentaux, le nombre de personnes mal logées ou sans domicile fixe a explosé avec la crise financière de 2008. En France, en Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni, au Portugal, en Italie, en Grèce ou encore aux États-Unis, ce sont des centaines de milliers voir des millions de personnes qui ont perdu leur logement.

Aux États-Unis, le nombre de personnes sans domicile fixe dépasse aujourd'hui les 3 millions. Rien qu'à New-York, il y a 41 000 sans-abris dont 17 000 enfants.

Dans les pays dits du « Tiers-Monde » il y a des dizaines de millions de personnes sans-abris. Selon l'observatoire des inégalités, 35% de la population urbaine des pays dits « du sud » vit dans des bidonvilles. Selon l'ONU, en 2050, les bidonvilles du Monde pourraient compter jusqu'à 3 milliards d'habitants.

Pourtant, dans la plupart des pays, le nombre de logements vides dépasse celui des personnes à la rue. Des millions de résidences secondaires pourraient être occupées par des personnes SDF ou en situation de mal-logement, mais non, ce n'est pas le cas et les riches propriétaires de ces demeures ne sont jamais contraints par la force publique à céder leur logement. L'argument utilisé pour légitimer cette situation est toujours le même, il consiste à affirmer que la propriété

privée est un droit absolu, inaliénable. Et quand bien même cette propriété privée créerait des situations sociales terribles, rien n'y fait, les principes économiques de l'État bourgeois sont plus importants que les personnes à la rue. La situation est encore pire dans les pays du tiers-monde où il y a souvent plus d'habitants que de logements car l'impérialisme ne permet pas le développement de ces pays.

À ce droit inaliénable à la propriété privée s'ajoute une autre droit, celui de disposer librement de ses biens. Ainsi, des centaines de milliers de logements entiers sont en location de courte durée sur le site Airbnb. Cela créée des situations terribles, comme à San Francisco où certains quartiers ont été vidés de leur population du fait de la location de trop nombreux logements.

À Bordeaux aussi, les problèmes de logements sont devenus si importants qu'il est désormais impossible de fermer les yeux dessus.

En quelques années, le prix des loyers a considérablement augmenté, le nombre de SDF a explosé et de nombreux habitants historiques des quartiers populaires de Bordeaux comme Saint Michel et les Capucins ont été contraints de quitter la ville pour aller vivre en périphérie. Pendant ce temps, la métropole s'agrandit avec l'apparition de nombreux HLM excentrés, notamment dans le quartier du lac. Ces logements neufs, construits à moindre coût, sont souvent de mauvaise qualité, en témoigne la chute d'un balcon il y a deux ans dans le quartier Ginko.

Pendant ce temps, la politique de la ville de Bordeaux en matière de logement continue de faire les joies de la bourgeoisie qui voit le centre ville dépeuplé des classes populaires au profit de cadres supérieurs, pour beaucoup arrivés de Paris.

Lorsque nous parlons des problèmes de logement, la question du loyer n'est jamais loin. Pour comprendre ce qu'est un loyer, il faut dans un premier temps comprendre les deux types de revenus existant dans une société capitaliste, à savoir les revenus du travail et les revenus du capital.

SERVIR LE PEUPLE Gironde

Les revenus du travail sont ceux perçus par la majorité de la population. Il s'agit d'un salaire, c'est à dire une somme d'argent perçue par un travailleur en échange de sa force de travail. Le travailleur participe à un effort qui produit une valeur marchande, comme la production d'objets par exemple et reçoit en échange un salaire.
Ce sont donc les travailleurs qui font tourner la société.

En opposition aux revenus du travail, il y a les revenus du capital, c'est à dire l'argent obtenu grâce à un patrimoine. Par exemple, le loyer résultant de la location d'un logement ou encore les dividendes actionnariaux.
Ces revenus ne sont pas le fruit d'un travail mais d'une propriété privée que ce soit une entreprise, un logement ou autre chose. Ainsi, ces revenus sont déconnectés d'un quelconque apport à la société. Un logement existe car il a été construit par des travailleurs, mais c'est bien le propriétaire qui récolte le loyer. Pourtant, le propriétaire n'apporte pas à la société par le simple fait de posséder un logement, contrairement au travailleur qui apporte à la société en construisant le logement. En effet, sans construction de logement, il ne peut pas y avoir de propriétaire, mais sans propriétaire, il peut y avoir construction de logement.

Le loyer est donc l'appropriation par un propriétaire d'une partie de la survaleur produite par les travailleurs.

Cette opposition entre capital et travail est la principale contradiction du système capitaliste. En ce sens, le loyer, comme revenu du capital, représente en réalité une spoliation par les propriétaires des revenus du travail obtenus durement par les travailleurs.

Un travailleur obtiendra en échange de son apport à la société un revenu dont il sera obligé de débourser une partie pour avoir accès au logement. Cet argent sera récupéré par un propriétaire, détenteur d'un capital, en l'occurence le logement.
Le loyer est donc le fruit d'une double spoliation, la première est l'accaparement d'un logement, fruit du travail de ceux qui l'ont construit par un propriétaire, la seconde est la récupération par ce même propriétaire d'un loyer, revenu du capital, qu'est obligé de lui verser le travailleur pour pouvoir se loger.

Face à ce constat, il semble nécessaire de nous organiser contre le vol de l'ensemble de la production par la classe capitaliste qui s'approprie toutes les richesses produites.

Unissons-nous !

Vive la solidarité populaire !



Attaques bourgeoises
Ordonnances du code du travail : tout pour les patrons, rien pour nous

Quand on leur parle code du travail, les patrons ont le poil qui s'hérisse. « Trop complexe » « trop contraignant » « un frein à l'embauche »...

Trop complexe ? Si un travailleur lambda nommé conseiller prud'homal peut en quelque mois en saisir toutes les subtilités, que peuvent donc y comprendre les cabinets d'avocats payés rubis sur l'ongle par les entreprises ?

Trop contraignant ? Garantir une bonne santé au travail, est ce pour vous une contrainte ou un bénéfice ? D'autant que des études américaines et européennes le montrent (INRS en France) pour 1 euro investit dans la prévention au travail c'est en moyenne 2,2 euros de retour en gains sur 1 an et demi.

Un frein à l'embauche ? C'est implacable, faciliter les licenciements créera massivement de l'emploi... N'est ce pas plutôt que les patrons veulent favoriser le dumping social ?

Pour le bien commun, la classe bourgeoise à donc décidé de simplifier jusqu'à l'anorexie le code du travail pour le rendre digeste à nos chefs d'entreprises. Les milliards de bénéfices que nous leur procurons auraient autrement pu les étouffer.

Ce que la mobilisation avait obtenu de retrait dans « la loi travail » les ordonnances reviennent dessus et vont au delà.

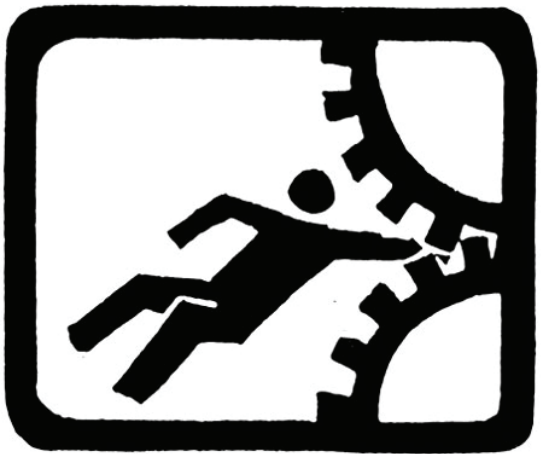
« La simplification » mise en avant par le gouvernement consiste en une vaste inversion de la « hiérarchie des normes » qui se déclinait de haut en bas comme tel :

La constitution, le code du travail, les conventions collectives, les accords de branche et enfin les accord d'entreprises.

Cette hiérarchie garantissait que tout accord devait être au moins égal ou supérieur en droit pour les travailleurs et travailleuses par rapport au précédent. La constitution et le code du travail étaient donc les socles minimaux de droit pour tous et toutes les travailleurs et travailleuses du pays. En cas de litige, la loi reconnaissait systématiquement aux travailleurs et travailleuses le droit qui leur était le plus favorable, c'était le principe de faveur.

Ce fonctionnement partait du constat que c'est à l'intérieur même des entreprises que le rapport de force est le plus défavorable pour négocier, du fait notamment des pressions que peuvent exercer les patrons sur les déroulements de carrière et les conditions de travail.

Les ordonnances reprennent à leur compte cette analyse pour faire désormais primer l'accord d'entreprise sur un bonne partie du reste, et supprimer par la même occasion le principe de faveur.



Les primes, la prise en charge des arrêts maladie et maternité, les modalités de licenciement et de reclassement, jours de congés, négociations sur les salaires... tout cela ne sera plus défini par un cadre national légal mais directement par votre employeur...

Cela va avoir un impact d'autant plus dévastateur que tous les accords d'entreprise s'imposeront au contrat de travail. Il sera par exemple possible d'imposer aux salariés des mesures de mobilité, des changements de poste, une baisse de rémunération ou une augmentation du temps de travail dès lors qu'un accord d'entreprise aura été signé !

Le tour de force du gouvernement est ainsi d'avoir créé un code du travail par entreprise ce qui va énormément complexifier la défense des travailleurs et travailleuses faute de texte de référence commun.

Une autre mesure phare des ordonnances est la simplification des procédures de licenciement.

Avant, le courrier de licenciement envoyé aux travailleurs et travailleuses délimitait le cadre de la procédure uniquement aux motifs indiqués. Cela facilitait la préparation de la défense et permettait dans presque la moitié des cas de faire valoir des vices de forme ou de fond. Aujourd'hui votre patron pourra très bien modifier le motif en cours de procédure y compris jusque devant le juge !

D'autre part, pour déclencher un plan de licenciement pour motif économique, les entreprises n'auront plus à justifier d'une perte de profit à l'échelle internationale mais uniquement nationale et sur seulement les trois dernier mois. Autant dire que les montages comptables vont être d'une facilité déconcertante pour tous les grands groupes qui, après avoir pillé nos brevets et notre force de travail, pourront en un clin d'œil délocaliser où bon leur semble. Cela deviendra en plus un objet de chantage pour rabaisser l'ensemble des droits dans l'entreprise.

Mais la menace la plus grave réside dans le plafonnement des indemnités prud'homales. Cette mesure permettra aux patrons de provisionner si ils souhaitent se débarrasser d'un ou d'une salariée même sans cause réelle et sérieuse. Fini les millions d'euros d'indemnités que pouvaient parfois obtenir des travailleurs et travailleuses quand ils et elles arrivaient difficilement à faire valoir les préjudices qu'ils et elles avaient subi dans leurs entreprises avant et pendant leur licenciement. Cela sera désormais un barème calculé sur l'ancienneté et qui ne garantira que quelques mois de salaires.

Cette mesure permettra de se débarrasser à moindre coup d'un salarié gênant et même des travailleuses enceintes puisque les pénalités seront minimes

A tout cela vient s'ajouter la réduction des délais pour contester toutes les décisions ce qui demandera une réactivité éclair ou une connaissance juridique poussée pour faire valoir ses droits !

Le renvoi aux accords de branche de la durée des contrats de travail va également porter un coup rude aux travailleurs et travailleuses précaires. Il sera désormais possible de rester en CDD jusqu'à 5 ans sans limite pour le patron du nombre de renouvellement ou d'avoir des CDI dits de projet qui ne sont ni plus ni moins que des CDD avec moins de droit sur des durée de 2 ans ! La définition des périodes d'essai sont également renvoyées aux accords de branche et pourront désormais s'étendre sur des périodes de 2 ans. Cela promet un avenir de précarité de masse !

Bien évidement les droits syndicaux sont profondément bafoués avec la fusion des instances représentatives du personnel qui permettra aux partons de contourner en grande partie les délégués sur les sujets les plus importants. Que ça soit sur la prévention et la santé ou le retour de l'opacité sur les finances et les comptes des entreprises, les patrons auront les mains toujours plus libres pour réduire notre espérance de vie et défiscaliser en toute illégalité.

Il ne s'agit que de quelques grandes lignes du contenu des ordonnances et il faut reconnaître que nous n'étions pas habitués à ce qu'un président tienne aussi bien parole sur son programme électoral.

Tout dans la méthodologie et la rédaction des ordonnance relève d'un travail minutieux qui a dû prendre des années d'analyse et de retours, tant des condamnations aux prud'hommes, que des autres pays européens, qui vivent tous le même scénario avec des lois aux contenus similaires.

Cette réforme voulue sans concertation et sans opposition revient d'un coup sur plus de 70 ans de conquêtes sociales et montre une nouvelle fois que le patronat ne désarme jamais.



Quelques éléments à avoir pour résister au patronat

Comme listé précédemment, le contenu des ordonnances va s'asseoir sur bon nombre de nos droits.

Cependant, quelques failles et quelques éléments permettent de contourner certaines dispositions.

1) Le courrier de licenciement :

Si le patron peut à présent modifier à tout moment le motif de licenciement, il est possible de collecter des éléments en amont pour appuyer votre défense aux prud'hommes :

Envoyez lui une lettre en recommandé sous 15 jours après avoir reçu votre courrier demandant les éléments justifiant le licenciement pièces à l'appui.

D'une part, il y a des chances qu'il vous réponde par les motifs déjà énoncés dans votre premier courrier mais cette fois vous aurez un élément à faire valoir devant le juge qui délimite le motif de licenciement même s'il ne vous envoie pas de pièces à l'appui.

Ensuite, même s'il ne vous répond pas, vous pourrez faire falloir que des éléments ne vous ont pas été communiqués et ainsi attaquer l'employeur sur sa bonne foi devant le juge.

2) Les barèmes de licenciement :

Des juges ont déjà signalé un peu partout en France qu'ils n'appliqueraient pas ces barèmes car cela est une atteinte à la souveraineté de leur verdict, qui relève du droit constitutionnel, et c'est la raison pour laquelle il n'y a jamais eu de barèmes dans aucune autre juridiction.

Un élément que peut mettre en avant votre conseiller prud'hommes en fonction des juges...

De plus, une façon de contourner ces barèmes et de faire valoir une atteinte à un droit fondamental : le respect de la vie privé, la santé… il n'existe aucun barème pour ce genre d'atteinte et les indemnités peuvent être assez importantes.

Un conseil cependant, pensez à créer du factuel : il y a de très grandes chances que des éléments sur votre lieu de travail puissent se recouper avec une atteinte à votre santé ou à votre vie privé, photographiez les ou récupérez des documents types mail ou autre qui l'attestent. Les délais sont courts et il peut être difficile de récupérer des éléments une fois à la porte…

3) les licenciements pour inaptitude :

Certains patrons veulent à tout prix se débarrasser des « seniors », entre autres, et n'hésitent pas à faire pression sur la médecine du travail pour les positionner inaptes à tout poste.

Dans tous les cas, le patron est obligé de consulter le Comité Social et Économique avant de rendre sa décision ce qu'il ne fera probablement pas et cela pourra en partie invalider le licenciement.

Ensuite il est possible d'attaquer l'avis de la médecine du travail sous 15 jours après le rendu de son verdict.

Pour que la procédure aboutisse, le travailleur ou la travailleuse devra être ferme sur sa possibilité d'occuper un poste au moment du jugement :

« j'ai des maux de dos mais pas tout le temps, je peut quand même travailler... ».

Si la personne n'a de toute façon presque aucune chance d'être réintégrée dans l'entreprise, elle aura la reconnaissance d'un préjudice et donc des indemnités ainsi que d'avantage de facilité pour retrouver un emploi.

Cette procédure fonctionne déjà mais comme les droits au reclassement sont réduits à peau de chagrin il est toujours bon de la rappeler.

4) Les accords d'entreprises :

Comme dit précédemment, la primauté des accords d'entreprise sont à la base d'une grande partie des reculs voulus par les ordonnances.

Il existe néanmoins une possibilité de les faire invalider.

En effet, une fois les accords signés, le patron doit les déposer auprès de l'inspection du travail et du conseil des prud'hommes.

C'est sur ce volet là qu'il est possible de les faire invalider car de nombreux patrons, surtout dans les TPE/PME vont oublier cette obligation. Cela permettra de gagner du temps et surtout de faire valoir un préjudice si le patron contraint ses employés à appliquer l'accord d'entreprise alors que ce dernier n'a pas été correctement déposé.

5) les accords de branche :

Les branches conservent un rôle important notamment sur tout ce qui concerne la durée et la nature des contrats de travail. Il faut à tout prix aller les renégocier tous les 7 ans surtout pour toutes celles qui concernent moins de 5000 personnes.

Autrement elles fusionneront avec un risque élevé qu'elles perdent en droit.

Quoi qu'il arrive et quel que soit votre problème, ne restez pas isolés, parlez en autour de vous, il existe encore des militants et militantes sincères dans les syndicats sur lesquelles ont peut s'appuyer. Le plus important sera le rapport de force qu'on arrivera à construire collectivement, dans chaque boîte mais également à l'échelle nationale et internationale.

Leçon pratique d'histoire
Comment les anciens s'organisaient dans l'usine

Voici un article sur les GOAF de La Cause Du Peuple n° 33,le 8 janvier 1971

Les GOAF, Groupe Ouvriers Anti Flics servent le peuple et mettent en avant la justice populaire sur nos lieux de travail. Une pratique juste qu'il faut développer !

Après la campagne sur les cadences qui avait développé un mouvement de sabotage dans l'Ile Seguin et la campagne contre le terrorisme de la direction et, en particulier au moment du licenciement des maos, deux nécessités s'imposent pour le développement du mouvement de masse.

D'une part donner à tous les ouvriers, qui avaient saboté, et qui s'étaient mobilisés, souvent très activement contre les flics de la Régie, une forme d'organisation qui leur permette de faire reculer le terrorisme et de se protéger contre l'arsenal répressif de la Régie.

D'autre part, permettre à la grande masse des ouvriers qui soutenaient le sabotage et qui nous avaient soutenu pendant les licenciements de se mobiliser aussi contre leurs chefs flics, activement.

La voie qui semblait la plus juste pour répondre à ces besoins, c'était de faire reculer le terrorisme de la direction, à partir de la mobilisation d'un atelier.

Au cinquième étage de l'île, c'était là que l'agitation sur le terrorisme de la direction était le plus avancé.

C'est un atelier où la grande majorité des ouvriers sont immigrés, avec des cadences infernales et une répression extrêmement forte.

Beaucoup de sabotages avaient déjà eu lieu, pris en main par un grand nombre d'ouvriers.

Mais l'obstacle pour le développement de l'initiative du plus grand nombre d'ouvriers dans les grèves dures ou d'autres luttes de masse, c'était la répression exercée par une armée de chefs racistes et de mouchards et régleurs de toutes sortes.

Alors, un groupe d'ouvriers a pris en main l'agitation contre la maîtrise, d'abord avec des erreurs de gauche, attaquant en bloc toute la maîtrise en promettant d'en tirer un au sort.

Ensuite, après rectification, l'agitation s'était développée sur le thème : jugement des masses contre les chefs, par le groupe d'ouvriers actifs recevait dans l'atelier, y compris chez les travailleurs français et même chez les syndicalistes locaux, le jugement des masses a été exécuté par les groupes d'ouvriers antiflics.

Les groupes d'ouvriers antiflics ce sont : ceux qui écrivent les tracts, ceux qui mobilisent les masses, ceux qui organisent l'action et ceux qui exécutent la sentence.

Evidemment, les exécuteurs de la sentence ne sont pas les juges, pour des raisons de sécurité évidente (il y a entraide entre les différents groupes ouvriers anti-flics).

La cible choisie, c'était Robert, un régleur qui faisait fonction de chef d'équipe ; fasciste militant, il est au syndicat indépendant Renault ; c'est un salaud qui n'est monté en grade que par fayotage, ce qui fait qu'il était même détesté des autres chefs d'équipes.

L'ACTION

— Le samedi 19, à 6 h 15, à l'entrée de l'équipe, des partisans des G.O.A.F. l'attendaient à la porte de l'usine.

Devant près de 300 ouvriers, l'un d'entre eux le frappe avec une chaîne de vélo, pendant qu'un autre prend la parole pour expliquer ce qu'il est et qu'un autre jette des tracts avec le texte du jugement populaire.

Ensuite, Robert restera pendant un quart d'heure à saigner sur le pavé, personne n'ayant eu l'idée d'appeler l'hôpital. Tout de suite, l'action est popularisée par le G.O.A.F. du 5ème étage, et comme près de 1 500 ouvriers l'ont vu allongé par terre, toute l'usine est au courant.



LA PROPAGANDE

Elle a d'abord été faite par les G.O.A.F.

— Au 5ème étage tout de suite après l'action, avec un tract reprenant le jugement de la vermine Robert.

— Ensuite, le lundi, sur toute l'usine : 2 500 tracts furent diffusés clandestinement dans l'Ile Seguin par tous les activistes, c'est-à-dire ceux qui veulent prendre en mains les Groupes Ouvriers Anti-flics, expliquant le jugement rendu sur le chef et ce que sont les GOAF, et donnant les armes de lutte : action de masse et action de partisans contre !e terrorisme de la direction.

Les réactions furent excellentes : les ouvriers les plus actifs commencèrent à faire des plans, à repérer les numéros de voitures des crapules connues, d'autres proposèrent carrément : « Nous sommes quatre, on veut constituer un G.O.A.F. ».

Le tract fut distribué clandestinement par un grand nombre d'activistes.

Pour la grande masse des ouvriers, les réactions furent excellentes également :

— Dans les endroits où la maîtrise est très répressive, enthousiasme délirant, tract lu en public et mis sous le nez du chef, etc. ;

— Dans les endroits où la maîtrise se fait plutôt oublier, enthousiasme et soutien sur le thème : « C'est normal » ;

— Dans les ateliers, des tracts furent faits, popularisant l'action et donnant des axes de luttes sur les crapules locales.

LA PROPAGANDE DES MAOS

Elle fut faite par un tract distribué à la porte, racontant l'action pour tous ceux qui n'avaient pas été touchés et donnant le programme des G.O.A.F., avec mode d'emploi précis. LES REACTIONS DE L'ENNEMI : L'ENNEMI EST BRUTAL, MAIS IL EST FAIBLE.

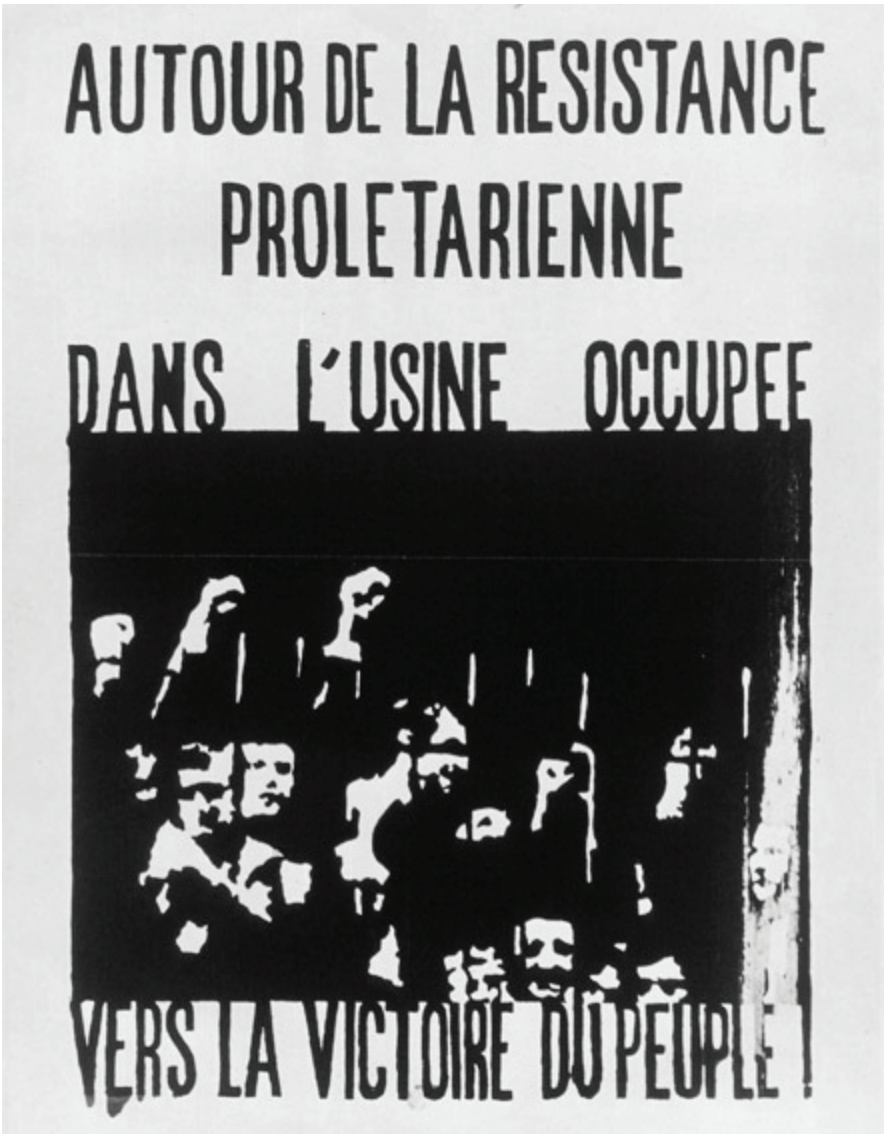
Dès qu'est connue au 5° étage l'exécution de la sentence contre Robert, les chefs du 5° se réunissent autour du tract du G.O.A.F. du 5° étage et se mettent en grève pendant une heure en disant aux ouvriers : « Faites ce que vous voulez, on s'en fiche. »

Mais dans la grève même deux tendances coexistent : les plus fascistes font grève pour que la direction prenne des mesures pour protéger leurs exactions ; ils ont pour cela signé une pétition à la direction ; les autres font grève principalement contre les cadres qui sont au-dessus d'eux, qui leur ordonnent les augmentations de cadences et le terrorisme, sans risquer, eux, le cassage de gueule pour l'instant.

Cette contradiction se retrouve partout chez les chefs dans l'usine : les plus fascistes n'essayent même pas de jouer au malin comme leurs copains du 5°.

Certains préfèrent ne plus pointer leur nez sur les chaînes. D'autres se mettent à dire bonjour aux ouvriers, le matin. Ceux qui déjà n'emmerdaient pas spécialement leurs ouvriers trouvent la sentence normale.

Résultat pour l'ensemble des travailleurs : le terrorisme des chefs se relâche momentanément.



Les syndicats, eux aussi, sont divisés : de nombreux militants, et même des délégués de base, trouvent l'action juste. La direction C.G.T., qui travaille pourtant activement aux mouchardages et aux licenciements des ouvriers actifs, est juste capable de sortir, quelques jours plus tard et seulement dans l'Ile Seguin, une queue de tract incompréhensible :

« La seule voie est l'UNITE DE TOUS LES SALARIES (ouvriers, techniciens et agents de maîtrise) pour les revendications communes à tous.

C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec les agressions fascistes comme celle qui s'est déroulée à l'encontre d'un agent de maîtrise, samedi dernier.

Nous ne tolérerons pas que des « cagoulards » du style hitlérien viennent aux portes agresser des membres du personnel. »

Après un début de tract attaquant nomément un chef d'atelier fasciste de l'Ile, sous le titre « NOUS NE TOLERERONS PAS UN TEL MEPRIS DES TRAVAILLEURS. »

CETTE CAMPAGNE OUVRE UNE NOUVELLE VOIE

L'idée de l'application de la justice populaire dès aujourd'hui à Renault pénètre les masses. Le tribunal populaire de Lens, le jugement d'un député U.D.R. par les ouvriers de Boussac, l'enlèvement et le jugement du député U.D.R. de Grailly, bénéficiaire du scandale financier de La Villette et rapporteur de la « loi scélérate » anti-casseur, l'exécution par les révolutionnaires basques du tortionnaire Manzanas ne sont plus des exemples lointains.

L'idée qu'il y a « des brigades d'ouvriers qui punissent les mauvais chefs » pénètre aussi largement. Les Groupes Ouvriers Anti-Flics commencent à ne plus être aux yeux des larges masses des « casseurs sympathiques », mais les exécuteurs, avec tout le sérieux nécessaire, de leurs sentences.

La diffusion clandestine des tracts des G.O.A.F. permet beaucoup plus largement aux travailleurs de prendre en main la propagande et est un gage de sérieux et de solidité de la résistance ouvrière.

PROGRAMME ANTI-CHEFS

Qu'est-ce que c'est qu'un chef flic ?

— C'est un mec payé pour nous faire gratter le plus possible, c'est celui qui est chargé de nous faire faire nos cadences et aussi de les augmenter. Tu t'arrêtes cinq minutes de bosser pour te reposer, tu as aussitôt un chef sur le dos.

— C'est un mec payé pour nous surveiller. Ils entretiennent des mouchards, ils repèrent les ouvriers qui sabotent le profit, ils dénoncent les meneurs, c'est les flics de l'usine.

Les chefs, ils sont payés pour nous faire gratter et pour nous espionner, c'est nos ennemis, ils sont «salariés» comme les flics et les C.R.S., rien à voir avec les ouvriers comme voudraient le faire croire les syndicats.

Là dedans, il y a des braves mecs qui essaient de gagner leur bifteak sans trop s'occuper de ce qui ne les regarde pas. Ceux-là, on ne s'occupe pas plus d'eux que du flic qui fait la circulation.

Mais il y a aussi un pourcentage de salauds qui ont sans arrêt l'insulte à la bouche, qui sont des racistes, qui filent les cartons de pointage en retard, qui refusent les bons de sortie, qui filent des brimades, des sanctions, des licenciements.

NOUS AUSSI ON DOIT LES JUGER

Un chef, il faut noter toutes les saloperies qu'il fait, en discuter avec tous les gars de l'atelier, se mobiliser contre elles.

EN MASSE

A chaque sanction, tous ensemble on va au bureau. Quand ils nous font trop chier, quand ils sont racistes, on débraye pour aller s'expliquer, avec eux.

Il y a des tas de trucs à faire pour les emmerder.

On peut aussi faire un tract contre eux en dénonçant toutes leurs saloperies, des affichettes avec leurs noms, pour mobiliser tout le monde et pour les avertir.

EN GROUPES OUVRIERS ANTI-FLICS

Et si un tract, cela ne suffit pas, si l'avertissement il ne veut pas le comprendre ; si tous les ouvriers sont d'accord mais qu'ils n'osent pas encore manifester en masse ou si la pression des masses est encore insuffisante pour lui faire peur, on est capable de lui faire payer ses saloperies d'une manière efficace et qui laisse des traces.

Au 38, contre le chef flic Menard, les ouvriers ont multiplié les affichettes, salopé son bureau, crevé les pneus de son vélo, etc., et un jour, toute la manutention a débrayé pour s'expliquer avec lui. Après il s'est calmé.

Aux forges, un chef raciste avait vidé deux ouvriers arabes, des ouvriers lui ont cassé la gueule.

On n'a jamais su qui c'était, etc.

Cela prouve que contre les flics, on peut obtenir des victoires dès maintenant.

— D'un côté, si on s'unit pour lutter contre eux, si on débraye, si on isole les mouchards, on se renforce et ils ne peuvent plus rien faire.

— De l'autre, les groupes ouvriers anti-flics appliquant les sentences décidées par tous les ouvriers, cela fout la trouille aux salopards. Une semaine d'hôpital et des cicatrices sur toute la gueule pour 180 000 balles par mois, cela ne vaut pas le coup. Et surtout faut pas qu'ils comptent sur Dreyfus pour les défendre. Pour lui, ce n'est rien que les chiens qui doivent obéir à leurs maîtres et c'est tout.

Les ouvriers font leur justice eux-mêmes.

A bas le terrorisme de la direction qui multiplie les flics pour briser les luttes.

— En s'organisant, en s'unissant, on empêchera les flics de nuire.

— Faire reculer les chefs flics, c'est se préparer à lutter contre les cadences, les salaires de misère et les licenciements.

Créons partout des groupes ouvriers anti-flics.

Les luttes d'aujourd'hui préparent les usines de demain, où les ouvriers seront les maîtres.

Appliquer les lois de la justice populaire aux chefs salauds, ça soulage notre esclavage actuel, mais ça prépare aussi le jour où les ouvriers prendront et garderont le pouvoir, le fusil à la main.

Dans les usines, nous ferons comme en Chine Populaire.

Un comité ouvrier élu par tous et révocable à tout moment dirigera l'usine.

Les chefs cadres qui auront commis de grosses saloperies contre les ouvriers seront punis, après jugement de tous les ouvriers. Au début, les anciens chefs qui n'ont pas commis de crimes contre les ouvriers, qui seront prêts à collaborer sous la direction des ouvriers à la marche de l'usine aideront les ouvriers à organiser le travail.

Au fur et à mesure que les ouvriers connaîtront mieux le fonctionnement de l'usine, ils les enverront bosser comme tout le monde.

Au fur et à mesure, les ouvriers eux-mêmes formeront leurs techniciens :

En Chine, des ouvriers sont désignés par les assemblées ouvrières des usines pour aller à des écoles polytechniques en fonction de leur attachement à l'intérêt collectif surtout (tous les arrivistes sont éliminés, même ceux qui sont très intelligents).

Ils y restent deux ou trois ans dans un système mi-travail, mi-étude.

Puis ils retournent dans l'usine où ils sont ouvriers comme tout le monde et où ils se servent de leur savoir pour diriger la résolution des problèmes qui se posent et apprendre aux autres ouvriers et non pour gagner plus et pour écraser les autres.

Préparons-nous dès aujourd'hui à exercer la justice populaire.

Forgeons dès aujourd'hui la milice ouvrière nécessaire pour prendre et garder le pouvoir.



Marseille
Meeting sur la lutte antifasciste aux USA

Le meeting a été co-organisé avec les camarades d'une organisation basée aux États-Unis, les Red Guards Austin (RGA) Red Guards Austin, et Three River Reds sur le thème de la lutte antifasciste aux États-Unis.

Nous avons commencé le meeting en laissant la parole aux camarades du Comité pour la Libération de Musa Aşoğlu, prisonnier politique turc de nationalité néerlandaise, qui a par le passé été accusé (une fois en Belgique, entre 2005 et 2009, puis acquitté) d'être un des dirigeants du DHKP-C. Depuis plusieurs années, sa tete avait été mise à prix pour 3 millions de dollars par les États-Unis qui le présentent comme un dirigeant du DHKP-C, une organisation révolutionnaire qui s'est attaquée plusieurs fois aux intérêts américains en Turquie, mais aussi à l'oligarchie turque.

Contraint de vivre dans la clandestinité, Musa Aşoğlu aujourd'hui âgé de 55 ans, avait finalement été capturé le 2 décembre dernier par la police allemande à Hambourg. Musa Aşoğlu est depuis incarcéré à la prison de Karlsruhe, sans avoir commis aucune infraction en Allemagne, uniquement sur base des dossiers des services antiterroristes turcs, qui ont de lourds antécédents de dossiers construits à base de faux éhontées et de prétendus «aveux» extorqués sous la torture.

Le meeting a continué avec l'intervention d'un camarade du FRAP, qui a donné des exemples des politiques réactionnaires des gouvernements UMP/PS/EM, qui font monter le fascisme. Le FN a été pointer du doigt comme la principale menace fasciste dans l'État français.

Les camarades des RGA ont ensuite décrit la lutte antifasciste aux États-Unis. Voici des extraits de leur intervention :

«[...] nous, membres des Red Guard Austin et de Three River Reds sommes solidaires par notre internationalisme avec les camarades du FRAP. [...] Là ou la crise de l'impérialisme se fait le plus ressentir, le fascisme et le populisme croient également. C'est cela qui a mis au pouvoir un président proto-fasciste, Donald Trump.»

«La plus importante leçon que nous avons apprise de notre lutte contre le fascisme à Austin et à Pittsburgh, c'est le besoin de discipline et d'autodéfense armée. Les fascistes portent des armes, nous intimident avec et les utilisent pour attaquer le peuple.»

«L'autodéfense ne suffit pas pour combattre le fascisme, nous devons aussi servir le peuple. Nous avons mis en place des programmes alimentaires gratuits et un réseau de logement. [...] La répression de l'État contre notre mouvement grandi – certains de nos membres sont suivis, d'autres ont subi des tentatives d'homicide.»

«Nos camarades à Pittsburgh ont vu comment les centristes et les libéraux s'en prennent aux antifascistes de l'intérieur. [...] Ce sont eux qui s'opposent à l'action directe, et qui favorisant le légalisme bourgeois tentent de diviser les militants des masses.»

«Nous souhaitons exprimer notre solidarité chaleureuse au FRAP ainsi qu'aux camarades turcs et philippins présents à cette conférence. [...] Le fascisme est un problème international, que ce soit en France, en Turquie, aux Philippines ou aux États-Unis. La résistance et la solidarité internationale sont le moyen par lequel nous vaincrons les ennemis du peuple. [...] À travers les océans et les frontières, nous parlons tous le langage international de la révolution prolétarienne.»

Nous avons conclu le meeting en réaffirmant la nécessité de développer largement notre front antifasciste et révolutionnaire.

Nous devons servir le peuple, contribuer à élever son niveau de vie pour faire entendre la voix révolutionnaire.

Nous avons annoncé le lancement de notre programme pour Servir le peuple (SLP). Dès le weekend prochain nous commençons des maraudes et des distributions de nourriture, qui seront la première étape de ce programme.

Nous avons également rappelé que servir le peuple c'est également attaquer ceux qui l'oppriment–ceux et celles désignés par le peuple comme des salauds : les petits chefs qui nous pourrissent la vie au boulot, les responsables d'agence d'intérim qui nous prennent pour des esclaves, les patrons sexistes et harceleurs–la liste est longue!

Leur faire payer, c'est servir le peuple, c'est appliquer la justice populaire. Leur inculquer qu'ils ne peuvent pas se permettre de nous exploiter, de nous humilier en toute impunité.

Nous remercions tous-tes les participants et les organisations présentes!

À bas l'impérialisme!

Des États-Unis à Marseille la lutte antifasciste est internationale!

Front Révolution Antifasciste de Provence



Prisonniers politiques
Président Gonzalo

Depuis 25 ans, le Président Gonzalo, dirigeant du Parti Communiste du Pérou, est enfermé dans une prison militaire, dans un isolement complet. Agé de 82 ans, le gouvernement péruvien le maintient en prison pour qu'il y meure. Il est comme dans un couloir de la mort.

Le Parti Communiste du Pérou est un parti communiste se réclamant du marxisme-léninisme-maoïsme. En 1980, le PCP a commencé une Guerre Populaire Prolongée contre l'État péruvien corrompu, inféodé à l'impérialisme américain. Cet Etat a massacré plusieurs centaines de prisonniers politiques en 1986, massacré des milliers de paysans pauvres. Fujimori, ancien président du Pérou, est emprisonné pour ces massacres et sa corruption. [Depuis l'écriture de ces lignes, Fujimori a été libéré par l'actuel président Kuczynski, provoquant un grand scandale au Pérou, les familles des victimes du régime génocidaire de Fujimori se mobilisant toujours, 30 ans après les faits].



Le 24 septembre 1992, après son arrestation, enfermé dans une cage, revêtu d'un pyjama rayé de prisonnier, le Président Gonzalo a prononcé devant la presse internationale un discours dans lequel il appelle à poursuivre la guerre populaire jusqu'au triomphe de la révolution au Pérou. La réaction a lancé une provocation en 1993, dans un montage vidéo truqué pour le discréditer, prétendant qu'il demandait des « accords de paix » d'ailleurs démentis plus tard par les services secrets. Les liquidateurs ont repris à leur compte les mensonges provocateurs de Fujimori, afin de de tenter de liquider totalement la guerre populaire et le PCP, effacer les apports de Gonzalo à la révolution.

Jamais le gouvernement péruvien n'a voulu renouveler la présentation de 1992, et pour cause, il craignait que le président Gonzalo réitère son appel à poursuivre la guerre populaire. C'est pourquoi, les gouvernements successifs péruviens le maintiennent en prison, afin qu'il y meure.

Défendons la vie du Président Gonzalo !

Georges Ibrahim Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah est détenu dans les prisons françaises depuis 33 ans, à Lannemezan.

Arrêté le 24 octobre 1984, condamné une première fois pour détention d'un vrai-faux passeport algérien, il est condamné à perpétuité en février 1987, accusé, sans preuves, de complicité dans l'exécution de deux membres de services secrets (CIA et Mossad) par les F.A.R.L (Forces armées révolutionnaires Libanaises). Là encore un dossier monté de toutes pièces. De plus il s'avérera que son avocat était un agent des services secrets français, un nommé Jean-Paul Mazurier, découvert et dénoncé comme tel après le procès.

Le tribunal de Pau le déclare libérable en 1999, le parquet refuse. En 2004, Perben ministre de la justice appuie le refus de la juridiction nationale de libération conditionnelle en janvier 2004. En février 2008, la loi Dati impose une commission chargée d'évaluer la dangerosité des prisonniers condamnés à perpétuité, rétroactivement appliquée à Georges Abdallah, la libération conditionnelle lui est refusée. Une nouvelle demande est faite en 2012, il est déclaré libérable une énième fois mais Valls, alors ministre de l'Intérieur, bloque toute possibilité de libération.

Pourquoi cet acharnement ? Georges Ibrahim Abdallah est militant communiste libanais, engagé dans la lutte de libération de la Palestine et qui a combattu lors de l'agression militaire de son pays, le Liban, par l'État d'Israël. Il n'a jamais renié ses idées, ni son combat pour la libération de la Palestine et contre l'impérialisme.

Depuis des années des organisations se battent pour que justice soit rendue et Georges Ibrahim Abdallah libéré. Une campagne unitaire se poursuit, s'amplifie en France et au niveau international pour sa libération à laquelle la Cause du Peuple s'associe.

Comme nous le clamons « IL EST DE NOS LUTTES, NOUS SOMMES DE SON COMBAT !»

Vérité et Justice

Aulnay-sous-Bois : Vérité et Justice pour Yacine !

Le 13/14 septembre 2017, Yacine avait été retrouvé dans une cave par un dératiseur, allongé sur une barre de fer, pantalon baissé. Yacine a quitté des amis vers 4h40. Il devait retrouver sa mère pour qu'elle lui donne les clés avant de partir au travail. Or il n'est jamais rentré.

Un dératiseur à découvert le corps à 10 h 30, Yacine était couché sur le sol, une barre de fer à côté de lui, le pantalon baissé, et de la poussière blanche. La famille affirme qu'il n'a jamais utilisé de drogue alors que le rapport bâclé insinue qu'il « pourrait » s'agir d'une overdose.

Mais le constat de police a été bâclé, le lieu de la mort non sécurisé. D'autre part la police dit que la victime n'avait qu'une petite entaille au front alors que la famille qui a vu le corps à l'institut médico-légal affirme qu'il s'agissait de bien plus que ça. «La face gauche présentait d'importants hématomes au niveau de la tempe, le côté gauche du nez était gonflé, tuméfié», explique Bilel. « Ensuite on a eu les informations au compte goutte comme quoi il avait des blessures sur les mains, des blessures au thorax, et des blessures au niveau des genoux.» Par ailleurs, la cave où a été retrouvé le corps, alors même qu'il n'y avait pas de certitudes sur les causes de la mort, n'a pas été sécurisée pour d'éventuels recueils d'indices.

Le 26 septembre, la famille porte plainte contre X et demande une contre-expertise

Le 28 septembre Théo apporte son soutien

Le 4 octobre manifestation devant le tribunal de Bobigny

Le 5 octobre un juge d'instruction est nommé par le procureur suite à la manifestation de la veille

Le 15 octobre une manifestation à Aulnay réunit plus de 400 personnes

Le 12 novembre une manifestation a lieu devant le ministère de la justice (Place Vendôme à Paris) pour exiger que la lumière soit faite sur la mort de Yacine

Il aura fallu attendre le 14 novembre pour que le rapport d'autopsie soit remis à la famille.

Ce n'est que par la mobilisation populaire qui a eu lieu, que la famille a « forcé » la justice à ne pas enterrer l'affaire, pratiquer une deuxième autopsie, mais pas en permettant à la famille de choisir un médecin indépendant pour pratiquer une contre-expertise.

Ce qui pose la question sur la possibilité au peuple de contrôler la justice soumise aux lois imposées par la bourgeoisie au pouvoir, prête à enterrer une affaire quand ses représentants pourraient être mis en cause, comme on l'a vu de nombreuses fois lors de multiples morts dans lesquels ses représentants sont impliqués.

On relève de nombreuses violences policières, des tirs, des chasses à l'homme qui ont entrainé la mort de dizaines de personnes, la plupart du temps pour lesquels leurs auteurs n'ont pas été condamnés.

Depuis des années des associations se mobilisent pour que la vérité soit établie et les responsables de ces faits, poursuivis et condamnés.

Seule la mobilisation populaire permet de faire éclater la vérité, exiger que justice soit rendue aux victimes des violences policières. Soyons vigilants ! Surveillons la police !



Syrie
Sur la prise de Raqqa et ses conséquences

Dans le cadre des conflits qui font rage en Syrie et en Irak, l'année 2017 a été marquée par une augmentation des offensives contre l'État Islamique. Avec le soutien de la Russie et de l'Iran, l'armée syrienne a mené de multiples campagnes comme l'offensive de la Badiya dans les zones désertiques de l'est du pays.

Le gouvernement irakien a quant à lui repris totalement Mossoul après 8 mois de bataille. Enfin, l'événement le plus marquant de l'année se trouve dans la victoire des Forces démocratiques syriennes (FDS) et de la coalition internationale menée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni lors de la bataille de Raqqa. Cette ville a en effet plusieurs fois été qualifiée de « capitale » du régime réactionnaire et expansionniste de l'État Islamique.

La prise totale de Raqqa aura pris plus de 4 mois, de juin à octobre 2017, mais constitue une conquête à l'impact stratégique décisif puisqu'elle prive l'État Islamique de sa plus grande base urbaine.

Dans le cadre humanitaire et civil, les dégâts et victimes de la bataille sont considérables, la ville étant rasée à plus de 80 % par les bombardements réguliers de l'artillerie de la coalition et par les explosions au cœur même de la ville à mesure que les FDS progressaient. Les pertes civiles dépassent le millier de morts et on compte plus de 270 000 déplacés dont le retour à Raqqa a été rendu impossible par les dégâts faits aux infrastructures civiles.

De nombreux martyrs ont trouvé la mort dans cette bataille, notamment le révolutionnaire Nubar Ozanyan, commandant de l'Armée Ouvrière et Paysanne de Libération de la Turquie (TiKKO) tombé au combat le 14 août 2017.

Mais au-delà de cet aspect militaire, de nombreuses questions politiques émergent de l'évolution de la situation en Syrie et précisément de la bataille de Raqqa : des questions qui concernent et intéressent les anti-impérialistes et les communistes du monde entier.

En effet, Raqqa est située en marge du territoire du Rojava, contrôlé par les FDS. Sa majorité arabe renforce la problématique d'une gestion de la ville par des forces armées composées de nombreux kurdes. Sa position de tampon entre les terres contrôlées par le gouvernement syrien et celles du Rojava en fait un enjeu propice aux conflits inter-impérialistes. On sait que la coalition internationale menée par les États-Unis a de nombreuses fois affirmé être absolument hostile à un maintien de Bachar el-Assad à la tête de la Syrie.

De son côté, celui-ci bénéficie du soutien militaire avancé et actif de la Russie, qui lui a permis de reprendre aujourd'hui plus de la moitié du pays dont il avait perdu le contrôle depuis le début de la guerre civile en 2011. Par conséquent, les interrogations à propos de Raqqa posent la question plus large de l'opposition entre intérêts politiques, économiques et diplomatiques américains et russes dans la région et dans le dénouement du conflit syrien. Au-delà de cette question principale se pose un second problème, celui de l'évolution du rôle des Forces Démocratiques Syriennes, et notamment des Unités de protection du peuple (YPG), des Unités de protection de la femme (YPJ), branches armées du Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, et de leur allié Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de l'autre côté de la frontière turque.

En effet, malgré le soutien militaire avancé des Etats-Unis aux actions des Forces Démocratiques Syriennes, ceux-ci n'ont pas manqué de condamner la démonstration des YPG en faveur du leader emprisonné du PKK Abdullah Öcalan. Il est nécessaire pour tous les anti-impérialistes conséquents d'effectuer une analyse sur le caractère de classe et la ligne politique des forces qui contrôlent le Rojava, afin de comprendre l'étendue du rôle progressiste que jouent ou non les YPG dans la région, mais aussi la nature de leur collaboration avec les forces impérialistes de la coalition internationale, et notamment avec les États-Unis et la France.

L'aspect principal de la Bataille de Raqqa est donc bien celui d'une victoire décisive contre l'État Islamique et son régime oppresseur. Cependant, la progression des forces soutenues par tel ou tel impérialisme dans la région et leur rencontre prochaine annonce l'émergence de nouvelles questions que Raqqa illustre très bien. Celles-ci méritent d'être traitées afin de ne pas succomber à la tentation d'un déni d'analyse qui masquerait les liens de chacun des camps, FDS comme gouvernement syrien, avec des impérialismes concurrents. En définitive, tout cela nous montre bien qu'au delà des acteurs nationaux et locaux présents sur le terrain, la destinée de la guerre en Syrie, tant dans la guerre civile que dans la lutte contre l'État Islamique, ne se joue pas à Raqqa, à Damas, à Alep ou à Kobané, mais bien dans un conflit tacite entre impérialistes, pour qui la région toute entière n'est, depuis plus de 25 ans, qu'une gigantesque zone de guerres proxy.



Philippines

A la toute fin de l'année dernière, dans les derniers jours de décembre, la région de Mindanao au sud des Philippines a essuyé un violent cyclone, connu sous le nom de Typhoon Vinta dans le pays. Celui-ci a causé plus de 266 morts selon les estimations actuelles, et a touché plusieurs dizaines de milliers de personnes, spécialement dans les zones les plus pauvres et les moins défendues face aux catastrophes naturelles.

Bien que significativement moins important dans une région très exposée à ce genre de calamités, ce désastre naturel rappelle l'ampleur qu'avait eu sur le pays le super typhon Yolanda, qui avait ravagé les régions des Visayas en 2013, affecté plus de 11 millions de philippins et causé plusieurs milliers de morts.

A ce moment là, le gouvernement et les ONG avaient prouvé leur incapacité à répondre à la crise humanitaire qui avait émergé de la catastrophe. Les demandes de reconstruction et de prise en charge des populations n'ont pas été entendues malgré les aides internationales reçues de nombreux pays. Dans une telle situation de catastrophe naturelle, la question du rôle des révolutionnaires pour faire face se pose évidemment. Pour Yolanda, le Parti Communiste des Philippines et son armée, la Nouvelle Armée Populaire (NPA) ont donné l'exemple en participant aux travaux de déblayage, de reconstruction et de protection des populations là où le gouvernement avait échoué. De cet événement, nous apprenons les tâches que doivent remplir les révolutionnaires au service du peuple lorsque celui-ci est mis en danger – tant par des désastres naturels que par des menaces humaines.

Pour en apprendre plus sur cet événement, nous vous invitons à visionner sur la chaîne YouTube de la Cause du Peuple le reportage sous-titré en français « Yolanda, dépasser la calamité par la révolution ».

AUX PHILLIPINES COMME AILLEURS, LES RÉVOLUTIONNAIRES SERVENT LA CAUSE DU PEUPLE



Notre Histoire
Hommage à Pierre Overney



Dans la lignée des années précédentes, rendre hommage à Pierre Overney ce n'est pas ressasser le passé mais bien reprendre l'héritage du mouvement révolutionnaire entre nos mains. Nous ne sommes pas nostalgiques. Parmi nous, les jeunes camarades n'auraient jamais entendu parler de la Gauche Prolétarienne, de l'histoire de Pierre Overney, si nos anciens n'avaient pas transmis leur mémoire. Aujourd'hui, nous avançons avec cet héritage que ni l'école ni les médias ne nous ont transmis.

L'assassinat de Pierre Overney par Tramoni devant l'usine de Renault Billancourt le 26 février 1972 a une résonance particulière cette année, celle de la mort de notre Camarade Pierre. C'est lui qui nous a transmis cet héritage et a permis de reprendre la tradition des hommages publics annuels à Pierre Overney.

Mettre de côté notre histoire de lutte, notre histoire révolutionnaire, c'est isoler les luttes de résistance qui fleurissent partout où une usine ferme, où les violences policières sévissent, où les expulsions se poursuivent, où l'exploitation et la domination s'affirment encore plus fortement. Et cette histoire révolutionnaire dans notre n'est pas, comme les partis bourgeois voudraient bien nous le faire croire, limitée à 1789. Notre histoire révolutionnaire est d'une part bien plus large que celle du territoire national car la classe ouvrière est une classe internationale ; d'autre part, elle reste encore à écrire, car la révolution reste à faire.

Pour cela, nous nous appuyons sur le glorieux héritage de la Commune de Paris, des grandes grèves de 36, de la résistance antifasciste, de mai 68 et de sa continuité au travers des mouvements tels que la Gauche Prolétarienne. Plus récemment, les luttes contre le CPE, la révolte des banlieues, la lutte contre la loi Travail portent en elles les germes du mouvement général qui embrasera le pays.

Mais nous voyons aussi au-delà de nos frontières et regardons avec attention les mouvements révolutionnaires les plus avancés à l'heure actuelle : les Guerres Populaires dirigées par les Partis Communistes maoïstes. Qu'elles aient été importantes il y a quelques années, qu'elles grandissent encore ou se préparent, nos regards sont tournés vers le Pérou, la Turquie, le Népal, les Philippines, l'Afghanistan, l'Inde, le Brésil,...

Célébrer aujourd'hui la mémoire de Pierre Overney c'est avoir les deux pieds dans le présent, tout en portant sur nos épaules notre héritage, le regard tourné résolument vers l'avenir.

Célébrer la mémoire de Pierre Overney c'est assumer l'héritage du mouvement ouvrier, de la Commune de Paris aux luttes actuelles, dont le lien est si criant au cimetière du Père Lachaise où les Communards ont été fusillés, où notre Camarade Overney est enterré et où les cendres de notre Camarade Pierre sont dispersées.

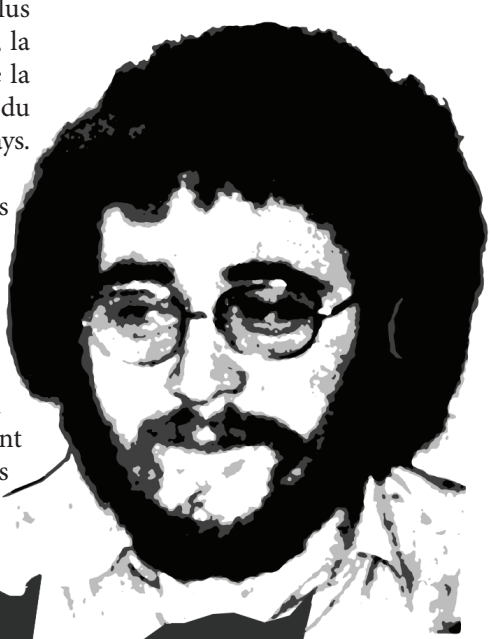
La Cause du Peuple pour laquelle Pierre Overney n'est pas morte !

La Commune de Paris n'est pas morte !

Rendre hommage à Pierre Overney, c'est poursuivre son combat !

Hommage à Pierre Overney

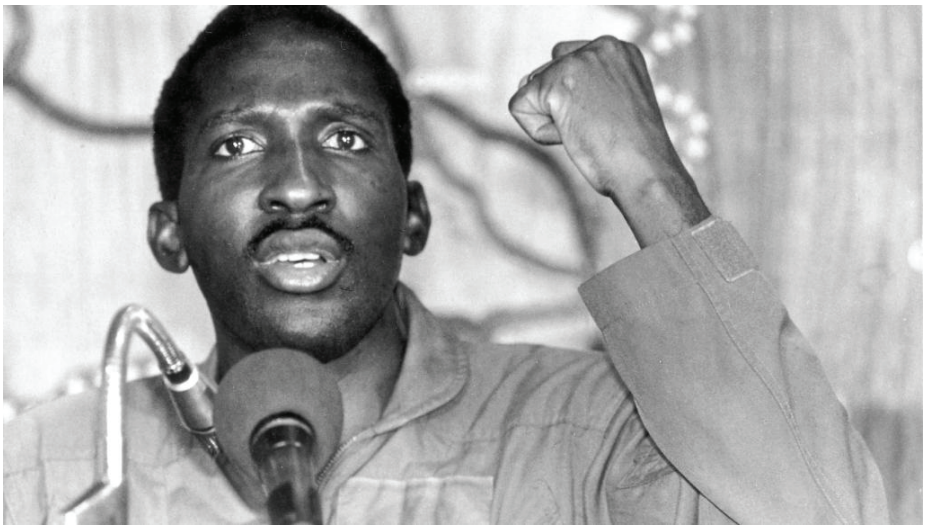
Dimanche 25 février 2018 à 10h au métro Père Lachaise





Notre Histoire

Souvenons nous qu'il y a trente ans, tombait Thomas Sankara…



Le 15 Octobre 1987, l'annonce de la mort du capitaine Thomas Sankara victime d'un Coup d'État orchestré par son plus proche ami Blaise Compaoré (avec le soutien de la Françafrique, peut-être même de Kadhafi) a été un grand choc pour la population du Burkina-Faso et même pour tout les révolutionnaires et progressistes en Afrique, comme ailleurs.

Quand Thomas Sankara arrive au pouvoir en août 1983, la Haute-Volta est un pays d'une extrême pauvreté. Sa première mesure sera de renommer le pays Burkina-Faso qui signifie Pays des hommes intègres. Pendant quatre années, le Burkina-Faso va vivre ce que l'on appelle la 'Révolution Démocratique et Populaire', menée avec une volonté de fer par ce jeune capitaine du nom de Thomas Sankara.

Quand il prend le pouvoir, il a 33 ans. Auparavant, il a siégé dans les deux gouvernements précédents mais à chaque fois s'y est retrouvé en minorité, ou alors limogé pour suspicion politique. Il fonde avec quelques militaires le Rassemblement des Officiers Communistes.

Lors de sa prise de pouvoir, il met en place le Conseil National Révolutionnaire, fait interdire les partis politiques et les syndicats, crée les Comités de Défense de la Révolution, des tribunaux populaires chargés de juger d'anciens ministres.

Pour mettre en place sa politique, il décide de mobiliser constamment la population avec des mots d'ordres et des slogans simples. Ses discours sont le plus souvent rythmé par des 'A bas !', quand est énuméré l'impérialisme, la fainéantise, le néo-colonialisme ou encore les maris qui battent leurs femmes… Sankara va en quelques années, transformer radicalement son pays.

En matière économique, il décide de faire cesser les aides alimentaires et va pousser à l'auto-suffisance du pays. Il lance la 'bataille du rail' pour doter le pays d'un réseau de chemin de fer décent, s'oppose aux propriétaires féodaux en partageant les terres, etc etc.

Un vaste plan de vaccination en l'espace de deux semaines permet la prise en charge de plus d'un millions de personnes. Il va lutter pour le droit des femmes, leur organisation ainsi que leur émancipation des sévices corporels qu'elles subissaient jusqu'à maintenant. Il va faire entrer trois femmes dans son gouvernement.

Un grand combat sera mené contre la désertification : alors qu'un vaste plan d'urbanisation commence à voir le jour, il ordonne la plantation de centaines de milliers de bosquets dans les villes et villages. 'La lutte contre la désertification est une lutte anti-impérialiste' déclarera t-il.

Son style frappe aussi, le plus souvent vêtu de son uniforme, il n'est pas rare de le voir en survêtement dans les rues de la capitale, ou même derrière le bâtiment du gouvernement pour faire du sport. Par la même, il fait vendre toutes les Mercedes de fonction et les fait remplacer par des Renault R5. Il n'y aura plus de voyage en première classe pour les officiels, mais en deuxième classe comme tout le monde.

Au niveau continental, Sankara appelle à un bloc des pays africains contre le paiement de la dette ainsi que la limitation de la course aux armements pour des pays qui sont le plus souvent extrêmement pauvres. Lorsqu'il est tué le 15 Octobre 1987, Sankara était conscient des déficiences de la révolution burkinabé : une grève des instituteurs avait été réprimée et les grévistes licenciés. La politique menée par un seul organe de pouvoir et des militaires, commençait à montrer des failles. Les tribunaux révolutionnaires n'étaient pas exempts de condamnations 'faciles' contre des ennemis supposés du régime.

En outre, les relations ont commencé à se tendre avec la Libye (avec qui le Burkina-Faso avait de très bonnes relations, mais Sankara ne voyait pas arriver l'aide promise par la Libye) mais également à l'intérieur du pays.

Des rumeurs sur un possible Coup d'État de la part de Blaise Compaoré son ami intime et de toujours, le laisse désarmé : pour lui, Blaise n'a aucun intérêt à agir de la sorte.

Quand il trouve la mort, une réunion spéciale du CNR avait été appelée, afin de créer un nouveau parti politique, de critiquer par de vigoureuses actions de masses les erreurs et les actions bureaucratiques dans le pays. Au moment du tournant de la révolution burkinabé, Sankara se fait assassiner. Il devient alors une icône, on le surnomme le 'Che Guevara Africain'.

Aujourd'hui, que reste t-il de l'héritage de Thomas Sankara ? Un profond espoir dans son pays, mais un manque flagrant de représentation politique parmi ceux et celles qui se revendiquent de la filiation Sankariste. Cela s'est vu lors des manifestations qui ont poussé à la démission de Blaise Compaoré. Mais trente ans après sa mort, l'ombre de Thomas Sankara continue de planer sur le Burkina-Faso, ainsi que sur une grande partie de l'Afrique car il fut sans aucun doute, le dirigeant le plus intègre qu'ai connu son pays, mais également l'Afrique toute entière.

Films

Le jeune Karl Marx

Le film le Jeune Karl Marx est sorti fin du mois de septembre dans les salles de cinémas françaises. Le film a été réalisé par Raoul Peck, qui a notamment réalisé le film Lumumba et retrace la vie politique, l'ascension puis la chute de Patrice Lumumba, premier ministre du Congo et assassiné en 1961 pour son combat progressiste et anti-impérialiste.

Raoul Peck remet ici le couvert en s'intéressant aux jeunes années de Karl Marx et de son futur ami Friedrich Engels, des années 1830 jusqu'en 1848 où paraît le désormais célèbre et fameux Manifeste du Parti Communiste.

L'intérêt du film est avant tout de montrer assez rapidement la situation sociale et politique de l'époque, que cela se passe dans les forêts prussiennes ou dans les fabriques anglaises. Grâce à cette insertion rapide, l'on arrive à comprendre les grands enjeux politiques et idéologiques de cette époque et pourquoi deux intellectuels comme Marx et Engels vont jouer un si grand rôle dans cette époque tourmentée.

Cela permet d'emblée de balayer des idées fausses concernant l'œuvre de Marx, l'une d'entre elle étant que Marx n'étant pas un travailleur, sa doctrine a été comme 'imposée' par en haut, par la lubie d'un intellectuel déconnecté de la réalité. Bien au contraire, la fermentation des idées révolutionnaires, démocratiques et progressistes de ces années là s'inscrivent pleinement dans le cheminement politique et intellectuel de Marx et de Engels.

L'un comme l'autre, se sont connus par œuvre interposée : Engels a écrit La Situation de la classe ouvrière en Angleterre en 1844, véritable étude politique et sociologique qui portait sur la classe ouvrière anglaise, sans aucun doute la première dans le genre (Engels était le fils d'un riche industriel et chargé de ses affaires courantes).

Marx de son côté, a écrit l'introduction de la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel et a fait ses armes dans la critique philosophique de Hegel, notamment en posant les bases d'un matérialisme de type nouveau.

Leur rencontre ainsi que leur amitié, vont durant toute leur vie leur permettre d'écrire et de co-écrire une grande partie de leurs ouvrages.

Le film montre aussi très bien la situation précaire de la vie de Marx, obligé de fuir de Prusse en France, puis de France en Belgique. Dans son périple, il pourra compter sur sa femme Jenny von Westphalen–une aristocrate d'origine Prussienne – qui le relira, le conseillera et participera activement au combat politique aux côtés de son mari.

A la formation des idées, se concrétise alors la lutte sur le terrain politique. Qu'est-ce que le mouvement socialiste à cet époque ?

Une multitude de petits groupes, de petites 'sectes' qui n'ont peu ou pas d'audience, ou alors des personnages haut en couleur : Proudhon en France ainsi que Weitling en Allemagne. Lorsqu'ils entrent dans la Ligue des Justes (Qui deviendra par après la Ligue des Communistes), ils sont chargés de mettre sur papier un programme qui servira de base pour la Ligue des Justes.

Mais se pose alors une question fondamentale : Comment travailler politiquement avec des penseurs ou des personnalités qui refusent de faire un détour théorique ? C'est là également un point intéressant du film, sur le caractère de Marx. Il se montre cinglant, n'hésite pas à attaquer, à questionner. Il fini par s'emporter contre Weitling et d'autres révolutionnaires qu'il accuse de n'avoir que des discours mais aucune doctrine concrète à mettre en œuvre.

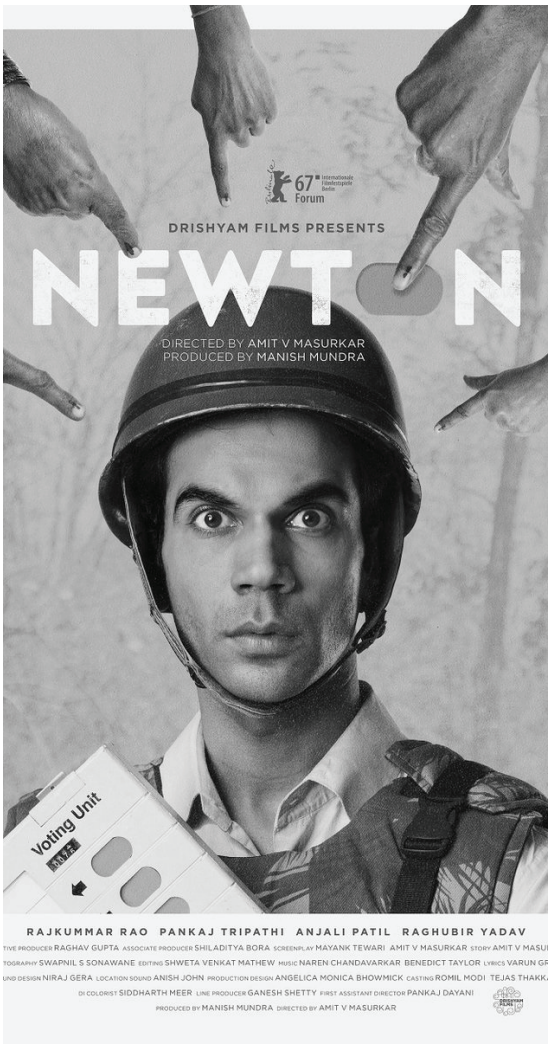
Contre Proudhon, Marx écrira 'Misère de la Philosophie' en réponse à la 'Philosophie de la misère', ouvrage fondateur dans la critique des conceptions de Proudhon. Marx & Engels régleront également leur compte à leurs anciens camarades des Jeunes Hégéliens, dans la Sainte Famille (Qui à la base devait s'appeler Critique de la critique critique). Tout cela, le film arrive à le rendre vivant, efficace et dégage un sentiment certain de révolte, une révolte qui reste d'actualité plus de 150 après l'écriture du Manifeste du Parti Communiste.



Newton

« Newton » est une comédie Bollywood de Amit. V. Masurkar. sortie le 22 septembre 2017 en Inde et dans le monde.

Le film nous parle de Newton, un employé zélé du gouvernement indien, qui est envoyé dans une zone de la foret de Dandakaranya, base rouge du Parti Communiste d'Inde (maoïste), pour y organiser les élections. Problème: sur les 76 habitants officiellement enregistrés, aucun ne semble être intéressé.



Newton s'engage donc à aller au contact des habitants de la région, en plaçant le bureau de vote au milieu de leur village. Il sera escorté par des militaires qui essayeront de le dissuader de toute initiative. Selon eux, la zone serait dangereusement contrôlée par les maoïstes et les villageois n'auraient de toute façon aucun intérêt pour ces élections.

Le film est intéressant car il montre combien les élections, dans un système capitaliste, ne sont qu'une farce servant à mettre de la poudre aux yeux des classes opprimées. Dans une scène, Newton explique aux villageois comment utiliser la machine électronique de vote. Devant leur incompréhension, le chef de la sécurité finit par dire que la machine n'est qu'un jouet, et qu'ils doivent voter pour le parti ayant le symbole qui leur plaît le plus.

Autre scène intéressante – celle ou des militaires essayent de convaincre un villageois de prendre une de leurs armes, et d'aller ensuite se rendre comme étant un combattant naxalite. Chacun y gagnerait : eux seraient félicités pour avoir « forcé un naxalite à se rendre », et lui recevrait un bon pactole en retour. Ce genre de scenario arrive quotidiennement dans les zones rouges, cache-misère du fait que les militaires sont absolument incapables de stopper la Guerre Populaire en Inde.

Les + :

- On retrouve Anjali Patil, l'actrice jouant la commandante naxalite Juhi dans « Chakravyuh » (autre film sur la Guerre Populaire), dans le rôle de Malko, une adivasi (indigènes intouchables) qui guidera Newton pour organiser les élections.

- Malgré le fait que le film se passe en Inde, il est très facile de faire un parallèle avec le « spectacle » électoral qui se déroule en France. Aucun doute que le chemin à suivre est celui des naxalites et de leurs masses : boycottons les élections, et organisons nous sans cette mascarade !

Les–:

- La petite remarque de Malko, qui met au même niveau militaires et naxalites comme étant chacun responsable de la violence. La violence des oppresseurs et juste autodéfense des opprimées ne sont pas la même chose !

- Même si leur présence se fait sentir tout du long, les naxalites n'apparaissent pas à l'écran, sauf très brièvement au début du film. On aurait aimé les voir !

A voir dans le même thème (ou à revoir!) : Film d'action sur le thème de la Guerre Populaire en Inde (et par le même producteur que Newton) : « Chakravyuh » (2012) ; Sur l'absurdité de la loi « UAPA » qui permet d'emprisonner des artistes comme étant des terroristes : « COURT (En Instance) » (2014)

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com